



Monsieur le Président de Grand Poitiers
Hôtel de Ville
15 place du Maréchal Leclerc
CS 10569
86021 POITIERS CEDEX

Smarves, le 01 août 2018

N/Réf. : DL/CB n°392

Dossier suivi par : David LENOIR - Ingénieur - 05.49.52.23.08 / 07.87.03.25.23 / david.lenoir@crpf.fr

V/Réf. : FG/PB D18-005987

Affaire suivie par : Frédéric GUILLOT

Objet : Avis au projet arrêté de plan local d'urbanisme de la commune de Saint-Sauvant

Monsieur le Président,

Par courrier du 13 juillet 2018 et conformément à l'article R 153-4 du code de l'urbanisme, vous avez bien voulu nous transmettre pour avis le projet de Plan Local d'Urbanisme de Saint-Sauvant arrêté par votre Conseil Communautaire, ce dont je vous remercie.

Nous souhaitons apporter des remarques concernant les documents présentés :

- **Rapport de présentation volume I p 72** : « *Il est à noter que les peupleraies et vergers, considérés comme des cultures, ne sont pas comprises dans ce calcul* ». Il est vrai que les vergers ne sont pas à considérer comme des boisements mais les peupleraies sont des boisements et sont prises en compte par le Code Forestier. Il faut donc intégrer les peupleraies dans la surface occupée par les boisements.

- **Rapport de présentation volume I p 98, le risque incendie et feux de forêt** : pourquoi indiquer les obligations de débroussaillage sur cette commune alors qu'aucun massif n'est classé à risque au titre PDPFCI ? Cette réglementation ne s'applique pas sur la commune. De plus, les articles que vous citez : L.321-1 et suivants du Code Forestier font référence à l'ancien Code ; ces articles ont été abrogés le 01/07/2012.

- **Rapport de présentation volume I p 173-174, Forêt privée** : « (...) et d'établir un bilan périodique du boisement ». Il conviendrait de remplacer les termes « du boisement » par « de la propriété ». Vous pouvez également indiquer le nombre de propriétaires forestiers privés ainsi que la surface totale de boisements privés : il y a 349 propriétaires pour une surface de 283 ha (cadastre 2016).

Néanmoins, nous tenons à vous remercier pour avoir considéré les boisements comme ayant un rôle environnemental et économique.

- Rapport de présentation volume I p 288, les espaces boisés classés, les boisements :
« Le Plan Local d'Urbanisme de Saint-Sauvant délimite 611,0 hectares d'espaces boisés classés, selon les dispositions prévues à l'article L.113-1 du Code de l'Urbanisme. Ce classement permet la réalisation des objectifs du Projet d'Aménagement et de Développement Durable visant à « protéger les éléments-supports de la biodiversité » et à « préserver le cadre de vie ». C'est tout à fait vrai mais cet outil a été utilisé de manière abusive sur la commune et un classement en zone naturelle N des boisements plus un classement en EBC pour les boisements de moins de 1 ha auraient été suffisants pour répondre aux objectifs du PADD. Vous trouverez ci-joint une note du CRPF pour la mise en place des EBC dans les PLU et PLUi.

La même remarque peut être faite à la **p 290 du rapport de présentation volume I** pour les boisements repérés au titre du L.151-23.

- Rapport de présentation volume I p 288 et p 290 : « A la demande du Centre Régional de la Propriété Forestière (CRPF), les boisements faisant l'objet d'un Plan Simple de Gestion sont exclus des boisements protégés au titre des Espaces Boisés Classés / Eléments de Paysage à Protéger ». Nous n'avons pas émis cette recommandation. En effet, la présence d'un document de gestion durable sur des boisements classés en EBC entraîne de fait une dérogation aux obligations déclaratives liées aux EBC. De plus, les propriétés disposant d'un PSG ont une surface supérieure à 25 ha. Notre recommandation est donc conforme avec notre demande de réserver l'usage des EBC / Eléments de Paysage à Protéger aux massifs de moins de 1 ha.

- PADD p 11 : « Définir en tant qu'éléments de paysage à protéger (article L.151-23 du Code de l'Urbanisme) un maximum d'éléments présentant un intérêt biologique (mares, haies, arbres isolés, etc.) ». Inscrire ce type d'information dans le PADD incite donc à classer tous les boisements. Il faudrait indiquer : « Définir en tant qu'éléments de paysage à protéger (article L.151-23 du Code de l'Urbanisme) les éléments présentant un intérêt biologique et non soumis à réglementation comme les boisements de moins de 1 ha ».

- Règlement écrit p 9 :

« Nonobstant toute disposition contraire (...) prévue aux chapitres I et II du titre I^{er}, livre III du Code Forestier ». Nous recommandons de modifier la fin de la phrase par : « (...) prévue au chapitre I^{er} du titre IV du livre III du Code Forestier »

« La végétation d'arbres ne pourra être abattue (...) urbanistique et architecturale ». Ce paragraphe est erroné, en effet, l'article L.421-4 indique la liste des coupes où il est fait exception à l'obligation de déclaration préalable dans un boisement classé en EBC.

« Le remplacement des arbres devra être réalisé par des essences de même type que celles des essences d'origine (sauf cas de maladie sur l'essence d'origine) ». Les articles L.113-1 et L.113-2 n'indiquent pas cette obligation. Nous recommandons de supprimer ce paragraphe.

« Les défrichements des terrains boisés non classés dans le PLU sont soumis à autorisation dans les cas prévus par le Code Forestier (notamment dans les massifs de plus de 4 hectares) et quelle qu'en soit leur superficie, dans les bois ayant fait l'objet d'une aide de l'Etat ou propriété d'une collectivité locale ». Ce paragraphe est en partie faux, nous recommandons de le modifier comme suit : « Les défrichements des terrains boisés non classés dans le PLU sont soumis à autorisation dans les cas prévus par le Code Forestier (notamment dans les massifs de plus **de 1 hectare** dans le département de la Vienne) »

« Dans la Vienne (...) des articles L.9 et L.10 du Code Forestier ». Tout d'abord, les articles L.9 et L.10 ont été abrogés le 01/07/2012, et ensuite, cette phrase plus les tableaux qui suivent n'ont pas leur place dans la partie consacrée aux EBC.

- Règlement écrit p 11-12 : Vous utilisez l'article L.151-23 pour classer tous les boisements qui n'ont pas été classés avec le L.113-1, tout en étant plus contraignant que ce dernier. En effet, d'après le règlement vous interdisez toutes les coupes (hormis les coupes sanitaires « dûment justifiées ») or même avec un classement en EBC, certaines coupes comme indiqué à l'article L.421-4 sont dispensées de déclaration préalable. Cela vaut également pour un classement au titre du L.151-23 du Code de l'Urbanisme. Le règlement de l'article L.151-23 tel qu'il est écrit va à l'encontre du Code de l'Urbanisme.

Avec le classement en EBC et au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme de l'ensemble des boisements il va être très compliqué de « développer une filière bois locale » (**rapport de présentation volume I p 90**).

Si le rôle et l'intérêt de l'EBC et de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme pour pérenniser les haies, les bosquets et les parcelles boisées présentant de forts enjeux sur le plan paysager, urbanistique, ... est indéniable, leur utilisation ne doit pas être redondante avec les réglementations existantes, mais complémentaire à celles-ci.

Ainsi, afin d'accompagner les collectivités pour une meilleure prise en compte des espaces boisés dans leurs documents d'urbanisme, le Conseil du CRPF a pris la décision de se référer aux critères d'appréciation précisés dans la note que vous voudrez bien trouver en annexe à ce courrier.

- **Règlement littéral p 59, article N4** : Nous recommandons qu'il soit fait exception d'une hauteur maximale de 3 m, pour les constructions nécessaires à l'exploitation sylvicole.

- Nous recommandons qu'aux **pages 39 – 44 – 55 et 61 du règlement écrit** concernant les dispositions concernant les clôtures, les termes « ou sylvicole » soient ajoutés à la phrase « *Cette prescription ne s'applique pas aux clôtures destinées à un usage agricole ou sylvicole* ».

- **Plan de zonage** : Nous souhaitons la suppression de l'élément de zonage indiquant la localisation d'un Plan Simple de Gestion. Cette information ne doit pas apparaître sur le plan de zonage. C'est une donnée privée qui vous a été fournie à titre informatif et qui n'a pas être reportée sur un document public sans l'accord du propriétaire de la donnée.

En conséquence et dans la limite de nos compétences propres, nous émettons **un avis défavorable** au projet arrêté de plan local d'urbanisme de la commune de Saint-Sauvant.

Restant à votre disposition pour vous apporter toute précision utile à ce sujet, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

Le Directeur adjoint,



Jean-Marie RIGHI

